

CAI
FN
-2021

Government
Publications

3 1761 11557250 5

A Better Pension System

Saving for Retirement

RRSPs



The government is acting to give Canadian workers better opportunities to build an adequate retirement income. These changes are part of a comprehensive, co-ordinated overhaul of the country's retirement income system.

- The Canada Pension Plan (CPP) has been put on a sound financial footing and many of its benefits improved beginning January 1, 1987. Improved disability and survivor benefits and a flexible retirement age are among the key changes.
- Minimum standards for federally-regulated private pension plans are being raised beginning January 1, 1987. Provincial governments are considering parallel action. Greater pension portability, earlier vesting, wider membership eligibility and improved survivor benefits are among the key benefits.
- A fairer and more flexible system of tax assistance for retirement saving is being phased in over the next five years.

This publication outlines important changes in the tax treatment of retirement saving of particular interest to self-employed persons and employees who are not members of an employer-sponsored registered pension plan (RPP).

Greater Fairness and Flexibility

Currently, those building retirement savings only through RRSPs have less generous tax treatment than those in pension plans. Canadians will now be able to build better pensions as a result of more equitable tax treatment for members of different kinds of retirement savings plans.

- One comprehensive set of limits for tax assistance for retirement saving will apply to all taxpayers, regardless of their employment or pension situations.
- People building pensions through registered retirement savings plans (RRSPs) only will have the same

access to tax assistance as members of employer-sponsored plans.

- All taxpayers will have the right to carry forward unused RRSP contribution room for seven years.

Rising Contribution Limits

Prior to 1986, individuals who were not members of an RPP or a deferred profit sharing plan (DPSP) were permitted to contribute up to an annual maximum of \$5,500 to an RRSP.

This ceiling, unchanged for 10 years, provided a lower level of tax-assisted pension-building capacity than that available to employees who belong to employer-sponsored plans.

A new system of substantially higher RRSP contribution limits is being phased in to ensure that all those who do not belong to pension plans, including self-employed professionals, small business owners and many employees, are treated equitably.

The contribution ceiling for the 1986 and 1987 taxation years will be \$7,500. The limits will then rise as follows:

1988	1989	1990	1991
\$9,500	\$11,500	\$13,500	\$15,500

As announced in May 1985, contribution limits will be 18 per cent of earned income to the maximum.

Beginning in 1988, people who do not use their allowed RRSP contribution fully in a given year will be able to carry forward the unused portion for seven years – a major gain in flexibility and an effective increase in contribution room for millions of taxpayers.

A More Equitable System for All

These changes form part of a broader improvement in the rules governing tax assistance for retirement savings – rules that will mean equal treatment for taxpayers regardless of their employment and pension situations.

To make it easier for taxpayers to know their RRSP contribution room, Revenue Canada will send notices of exact RRSP contribution limits to taxpayers toward the end of each year. To provide this service, it will be necessary to base RRSP contributions on the previous year's earnings and pension information.

Although they will receive a notice from Revenue Canada, taxpayers using only RRSPs as a retirement savings vehicle will be able to calculate their own contribution room in a straightforward way and, if they wish, make contributions to RRSPs earlier in the taxation year.

Example: Under the pre-1986 rules, an individual earning \$45,000 who was not a member of a registered pension plan would have been limited to \$5,500 in RRSP contributions. In 1988, based on earnings of \$45,000 in 1987 and the same pension situation, the same individual would be entitled to an RRSP contribution of \$8,100 – 18 per cent of \$45,000. That is an increase of \$2,600 over the pre-1986 system of limits.

Other Recent Changes

The government is proceeding with the February 1986 budget proposals to give retired Canadians who have RRSPs or a registered retirement income fund (RRIF) greatly increased flexibility in the investment management and withdrawal of retirement savings.

The prohibition against commutation of life or term annuities payable under an RRSP has also been removed, in line with the increased flexibility provided for RRIF withdrawals.



Un meilleur système de pensions

Épargner pour la retraite

REER

Le gouvernement prend des mesures pour donner aux travailleurs canadiens de meilleures possibilités de se constituer un revenu de retraite suffisant. Ces changements s'inscrivent dans le cadre d'une refonte complète et coordonnée du système de revenu de retraite au Canada.

- Le financement du Régime de pensions du Canada (RPC) a été placé sur des bases saines, et plusieurs de ses prestations sont améliorées à compter du 1^{er} janvier 1987. De meilleures prestations d'invalidité et de survivant ainsi qu'un âge variable de départ à la retraite figurent parmi les principaux changements.
- À compter du 1^{er} janvier 1987, les normes minimales applicables aux régimes privés de retraite de compétence fédérale seront renforcées. Les provinces envisagent des mesures parallèles. Une meilleure transférabilité, une acquisition plus rapide des droits à pension, un élargissement de l'admissibilité aux régimes et de meilleures prestations de survivant sont quelques-unes des principales améliorations.
- Un régime plus équitable et plus souple d'aide fiscale à l'épargne-retraite sera mis progressivement en vigueur au cours des cinq prochaines années.

Cette publication décrit les importants changements apportés au régime fiscal de l'épargne-retraite qui intéressent plus particulièrement les travailleurs autonomes et les salariés ne faisant pas partie d'un régime enregistré de pension (REP) offert par un employeur.

Équité et souplesse améliorées

À l'heure actuelle, ceux qui épargnent en vue de leur retraite uniquement au moyen d'un REER bénéficient d'un régime fiscal moins avantageux que les participants à des régimes de pensions. Les Canadiens seront désormais en mesure de se constituer de meilleures pensions grâce au régime fiscal plus équitable applicable aux différents genres de mécanismes d'épargne-retraite.

- Un ensemble unique de plafonds d'aide fiscale à l'épargne-retraite s'appliquera à tous les contribuables, peu importe leur situation sur le plan de l'emploi et des pensions.
- Ceux qui se constituent une pension uniquement par l'intermédiaire d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) auront accès à la même aide fiscale que les membres de régimes offerts par un employeur.

- Tous les contribuables pourront reporter pendant sept ans les droits non utilisés de cotisation à un REER.

Hausse des cotisations maximales

Avant 1986, les particuliers qui ne bénéficiaient pas d'un REP ou d'un régime de participation différée aux bénéfices (RPDB) ne pouvaient cotiser qu'un maximum de \$5,000 chaque année à un REER.

Ce plafond, inchangé depuis 10 ans, permettait de se constituer, en bénéficiant d'une aide fiscale, une pension moindre que celle dont disposaient les salariés membres d'un régime d'employeur.

Un nouveau système de plafonds nettement plus élevés de cotisation aux REER sera mis en vigueur progressivement afin que tous ceux qui ne font pas partie d'un régime de pension, y compris les professionnels travaillant à leur compte, les propriétaires de petites entreprises et de nombreux salariés, soient traités équitablement.

La cotisation maximale pour les années d'imposition 1986 et 1987 sera de \$7,500.

Le maximum augmentera ensuite comme suit:

1988	1989	1990	1991
\$9,500	\$11,500	\$13,500	\$15,500

Comme il avait été annoncé en mai 1985, le plafond de cotisation sera de 18 pour cent du revenu salarial.

À compter de 1988, les particuliers qui n'utilisent pas en totalité leurs droits de cotisation à un REER au cours d'une année pourront reporter la partie inutilisée pendant sept ans, ce qui accroîtra considérablement la souplesse et les droits effectifs de cotisation de millions de contribuables.

Un système plus équitable pour tous

Ces changements font partie d'un programme plus vaste d'amélioration des règles régissant l'aide fiscale à l'épargne-retraite - règles qui se traduiront par un régime égal pour les contribuables, peu importe leur situation sur le plan de l'emploi et des pensions.

Pour permettre aux contribuables de connaître plus facilement leurs droits de cotisation à un REER, Revenu Canada leur enverra vers la fin de chaque année un état indiquant leur plafond exact de cotisation. Pour pouvoir fournir ce service, Revenu Canada devra établir les droits de cotisation à un REER en fonction des gains et des données de pension de l'année précédente.

Revenu Canada enverra un avis à tous les contribuables, mais ceux qui ont uniquement un REER pourront calculer eux-mêmes leurs droits de cotisation de façon simple et, s'ils le désirent, verser leurs cotisations de REER plus tôt au cours de l'année d'imposition.

Exemple: d'après les règles antérieures à 1986, une personne gagnant \$45,000 qui n'était pas membre d'un régime enregistré de pension ne pouvait verser que \$5,500 de cotisation à un REER. En 1988, avec des gains de \$45,000 en 1987 et la même situation, cette personne pourrait verser à un REER des cotisations de \$8,100 - 18 pour cent de \$45,000. Cela représente une hausse de \$2,600 par rapport au plafond antérieur à 1986.

Autres changements récents

Le gouvernement met en oeuvre les propositions du budget de février 1986 afin de donner aux retraités canadiens qui détiennent un REER ou un Fonds enregistré de revenu de retraite (FERR) beaucoup plus de souplesse dans la gestion du placement et le retrait de leur épargne-retraite.

L'interdiction du rachat des rentes viagères ou temporaires payables dans le cadre d'un REER a également été levée, conformément au régime plus souple applicable aux retraits de FERR.